

Présidente Ursula von der Leyen

Vice-président exécutif Valdis Dombrovskis
Commission européenne

Monsieur Charles Michel
Président du Conseil européen

Mme Roberta Metsola
Présidente du Parlement européen

Premier ministre Alexander De Croo
Présidence du Conseil de l'Union européenne

M. Josep Borrell
Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

Premiers ministres de tous les États membres de l'UE

M. Rishi Sunak
Premier ministre du Royaume-Uni

M. Jonas Gahr Støre
Premier ministre de la Norvège,

Mesdames et Messieurs,

Nous, syndicats européens soussignés, appelons l'UE et les pays européens à suspendre l'accord d'association avec Israël ainsi que les traités bilatéraux à la lumière des graves violations des droits de l'homme commises par le gouvernement israélien, en violation de l'article 2 de l'accord d'association UE-Israël.

Le conflit à Gaza et les restrictions supplémentaires sévères imposées par le gouvernement israélien en Cisjordanie ont eu un impact dévastateur sur les travailleurs palestiniens et ceux qu'ils soutiennent. L'OIT a rapporté en décembre que 66 % des emplois à Gaza et 32 % des emplois en Cisjordanie ont été perdus depuis le 7 octobre.

Le vendredi 26 janvier 2024, la Cour internationale de justice (CIJ) a estimé qu'il était plausible que les actes d'Israël puissent constituer un génocide à l'encontre de 2,3 millions de Palestiniens dans la bande de Gaza occupée et assiégée. La CIJ a également pris six mesures provisoires, ordonnant à Israël de prévenir les actes de génocide à Gaza.

Au moment de la décision de la CIJ, plusieurs pays européens ont décidé de suspendre leur financement à l'UNRWA, suite à des accusations qui n'ont pas encore été prouvées, ce qui complique encore la fourniture de l'aide humanitaire à la population de Gaza. Nous demandons que cette aide soit rétablie, afin d'éviter d'autres morts dues au manque de ressources d'assistance pour la population civile.

Depuis que les juges ont rendu leur décision, la situation s'est encore détériorée. Plus de 27 000 Palestiniens sont morts, 1,7 million de personnes sont déplacées et 93 % d'entre elles souffrent de la faim. La dévastation est indéniable. L'arrêt de la CIJ a des implications plus larges pour tous les États, car tous ont l'obligation de s'abstenir de commettre un génocide, de le prévenir et de le punir où qu'il se produise. Nous rappelons à tous les États parties à la Convention qu'ils ont l'obligation légale d'assurer la mise en œuvre des "mesures provisoires", de prévenir le génocide et de s'assurer qu'ils ne sont pas complices d'un génocide.

En février 2023, l'Irlande et l'Espagne ont appelé à une "révision urgente" de l'accord d'association UE-Israël - et à une action s'il s'avère qu'Israël a violé ses obligations en matière de "respect des droits de l'homme et des principes démocratiques" qui "constituent la base même de l'association".

La mutilation et le meurtre de dizaines de milliers de civils, la famine délibérée de la population et la destruction de tous les moyens de subsistance suggèrent en effet qu'Israël pourrait ne pas respecter strictement les droits de l'homme et les normes démocratiques à Gaza.

L'UE est le premier partenaire commercial d'Israël, avec des échanges s'élevant à plus de 46 milliards d'euros en 2023. Les échanges sont régis par l'accord d'association UE-Israël, qui comprend une clause relative aux droits de l'homme (éléments essentiels). "Cela signifie que chaque partie peut suspendre unilatéralement l'accord en cas de violations graves des droits de l'homme.

Israël participe également au programme Horizon Europe, dans le cadre duquel les institutions israéliennes peuvent demander un financement au titre de ce programme de recherche et d'innovation d'une valeur de 95 milliards d'euros. L'accès à ce programme lucratif devrait également être immédiatement suspendu jusqu'à ce qu'Israël garantisse le respect de ses obligations en vertu du droit international.

Le 23 février, un groupe d'experts de l'ONU a lancé un appel urgent à l'arrêt immédiat des exportations d'armes vers Israël. En outre, le 12 février 2024, la cour d'appel néerlandaise a ordonné aux Pays-Bas de mettre fin à l'exportation de pièces d'avions de chasse F-35 vers Israël. La cour a estimé qu'il existait un "risque évident" que les pièces soient utilisées pour commettre ou faciliter de graves violations du droit international humanitaire, car "il existe de nombreux indices selon lesquels Israël a violé le droit humanitaire de la guerre dans un nombre non négligeable de cas".

Nous soutenons ces déclarations et appelons l'UE et les pays européens à imposer un embargo militaire et à stopper le transfert d'armes via leurs pays, comme le demandent les syndicats palestiniens.

Signataires :

Réseau syndical européen pour la justice en Palestine : (ACV/CSC Bruxelles, ACV/CSC Belgique, IRW-CGSP, LBC-NVK, CNE, ACOD Culture, ELA - Basque Workers Solidarity, LAB, STEILAS - Education Union, Union syndicale Solidaires, CGT France - 66, Confederacion Intersindical Galega - CIG, The Irish Congress of Trade Unions (ICTU), Fórsa, Unite the Union, Unison N. Ireland, The Northern Ireland Public Service Alliance, Communications Workers Union, Mandate Trade Union, Irish National Teachers' INTO : Derry City, INTO : Newry, INTO : Dungannon, INTO : Armagh, INTO : Belfast West, Belfast & District Trades Union Council, Derry Trades Union Council, Trade Union Friends of Palestine, Fagforbundet (Syndicat norvégien des employés municipaux et généraux), Fagforbundet Bergen, The Norwegian Confederation of Trade Unions (LO) - region Trondheim, The Norwegian Confederation of Trade Unions (LO) - region Sandefjord, Confédération norvégienne des syndicats (LO) - région de Bergen og Omland, Palestinawerkgroep-FNV (Pays-Bas), Confédération Intersindical - STEs, Confederación Intersindical, Intersindical Valenciana, IAC-Intersindical Alternativa de Catalunya, CGT - Confédération générale du travail, UNISON - The Public Service Union, NEU - National Education Union), Industri Energi (Norvège),

Fédération Syndicale Unitaire (FSU - France), Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), SAT-PDI-US (Section syndicale du syndicat andalou des travailleurs de l'université de Séville), Dundee Trades Union Council (Écosse/Royaume-Uni), Cork Council of Trade Unions (Irlande), NUJ Dundee Branch, Unite Retired Members Branch Dundee (Écosse/Royaume-Uni), Solidaritat Obrera (Catalogne), ACV Puls (Belgique)...